

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Thématique éducation
et accompagnement scolaire - attribution
de subventions aux associations pour
2019

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2019.080

Date de la convocation :
Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire.

De plus, la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine en date du 21 février 2014 a élargi la compétence des communautés d'agglomération à la gouvernance du Contrat de Ville. Ce transfert de compétences a entraîné le transfert de l'ensemble des subventions dont bénéficient les associations intervenant sur la thématique « Education et accompagnement scolaire », exclusivement sur le territoire prioritaire de la commune de Vallauris Golfe Juan.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte, une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur ce territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2018 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2019, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention aux associations suivantes :

- Intergénération santé (IGS)
- Fondation d'Auteuil

Les deux associations retenues luttent contre l'échec scolaire des élèves en difficulté et n'ayant pas dans leur environnement familial et social les conditions de soutien et d'accompagnement. Ces dernières s'engagent ainsi, dans le cadre des contrats locaux d'Accompagnement Scolaire, à mettre en œuvre une mission d'accompagnement scolaire (aide au devoir, accès à la culture et à la citoyenneté) et de soutien à la parentalité pour des élèves d'école élémentaire et collège.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2019 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2018.

Considérant que les actions d'«Education et accompagnement scolaire» menées par les associations INTERGENERATIONS SANTE et FONDATION D'AUTEUIL dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal entrent dans le cadre des compétences confiées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2019 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux associations INTERGENERATIONS SANTE et FONDATION D'AUTEUIL selon la répartition suivante :

EDUCATION ET ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE	INTERGENERATIONS SANTE Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (QPV Vallauris)	6 000 €
	FONDATION D'AUTEUIL Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (QPV Vallauris)	6 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations INTERGENERATIONS SANTE, FONDATION D'AUTEUIL et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,

- d'autoriser Madame la Vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention aux associations INTERGENERATIONS SANTE et FONDATION D'AUTEUIL selon la répartition suivante :

EDUCATION ET ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE	INTERGENERATIONS SANTE Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (QPV Vallauris)	6 000 €
	FONDATION D'AUTEUIL Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (QPV Vallauris)	6 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations INTERGENERATIONS SANTE, FONDATION D'AUTEUIL et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION INTERGENERATIONS SANTE
« Contrat Local d'Accompagnement Scolaire »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'Association dénommée INTERGENERATIONS SANTE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de réduire les inégalités en favorisant le lien social et intergénérationnel par des actions de prévention santé, éducatives, culturelles, et sportives, dont le siège social est situé 9 boulevard des Deux Vallons – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Jocelyne JEANDESBOZ agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **INTERGENERATIONS SANTE**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, INTERGENERATIONS SANTE développe des actions d'accompagnement à la scolarité (Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire dits CLAS) permettant de travailler sur sa réussite éducative dans un accompagnement favorisant l'épanouissement personnel de l'enfant. Il s'agit également d'aider les parents dans leur rôle éducatif, dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, il est prévu la prise en charge durant l'année scolaire de 60 élèves (élémentaires et collège) autour de l'aide au devoir, l'accès à la culture et la citoyenneté et le soutien à la parentalité.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, INTERGENERATIONS SANTE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement scolaire et de soutien à la parentalité conduite sur le territoire prioritaire du centre ancien et du centre-ville de Vallauris.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des habitants et des acteurs locaux afin de définir des actions et des objectifs :

- Contribuer à la réussite scolaire et à l'insertion sociale de tous les jeunes habitant le territoire prioritaire du centre ancien et du centre-ville de Vallauris afin de renforcer l'égalité des chances ;
- Aider les élèves à acquérir des méthodes et des approches ayant un impact positif sur les apprentissages ;
- Elargir les centres d'intérêt des élèves afin de faciliter l'ouverture au monde et l'accès au savoir et valoriser leurs acquis afin de renforcer leur autonomie personnelle et leur capacité de vie collective ;
- Promouvoir l'apprentissage de la citoyenneté par une ouverture sur les ressources culturelles, sociales et économiques de la ville et de l'environnement proche ;
- Renforcer l'implication des parents dans leur rôle éducatif, facteur de meilleure intégration sociale et composante indispensable à la réussite scolaire de l'enfant.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement INTERGENERATIONS SANTE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association INTERGENERATIONS SANTE s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 73 261 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association INTERGENERATIONS SANTE s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

INTERGENERATIONS SANTE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 6 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de séances/an pour l'élémentaire ;
- Nombre de séances/an pour le collège ;
- Nombre d'enfants pris en charge dans le cadre du CLAS ;
- Nombre de parents ayant participé au moins 1 fois/mois aux actions CLAS ou parentalité pour le collège ;
- Nombre de parents ayant participé au moins 1 fois/mois aux actions CLAS ou parentalité pour l'élémentaire ;
- Nombre de filles et de garçons pour le collège ;
- Nombre de filles et de garçons pour l'élémentaire ;
- Régularité du lien parents/enseignants/référent CLAS ;
- Renforcement des compétences parentales ;
- Augmentation de la confiance en soi des enfants et des parents.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par INTERGENERATIONS SANTE ;

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association INTERGENERATIONS SANTE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association INTERGENERATIONS SANTE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association INTERGENERATIONS SANTE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ INTERGENERATIONS SANTE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association INTERGENERATIONS SANTE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

INTERGENERATIONS SANTE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), INTERGENERATIONS SANTE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
INTERGENERATIONS SANTE,
La Présidente,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Jocelyne JEANDESBOZ

Michelle SALUCKI

Commission : 6000 €

165 € CLAS⁷

Augmentation de la confiance en soi

Avant ou après chaque période de vacances scolaires (Noël, Février, Pâques et les vacances d'été) un goûter ou repas est organisé par l'association avec l'ensemble des acteurs participants au CLAS (enfants / parents / référents CLAS / Enseignants / Coordinatrice RRS) afin d'évaluer le dispositif CLAS et d'échanger sur les points positifs et négatifs. Ces goûters permettent un réel échange entre tous ces acteurs autour d'un moment convivial ou tout le monde apportera sa participation.

Suite aux réunions bilans organisées par la politique de la ville, il nous est demandé:

En fin d'année, une évaluation en lien avec les enseignants et le référent CLAS se fera, ceci dans le but de ne pas renouveler de façon automatique et systématique les inscriptions des enfants d'une année sur l'autre.

Et également des entretiens bilan en fin d'année scolaire à mettre en place avec chaque famille pour renouveler ou non l'inscription pour la rentrée prochaine

Nous envisageons de fait un renouvellement de l'ordre de 15 à 20 % des effectifs chaque année.

Pour la rentrée 2019-2020, il nous est demandé d'envisager une action "Coaching de parent":

être parents face aux devoirs/internet Pronot pour les familles non renouvelées en partenariat avec l'association Relais de Femmes et l'EVS. Le référent CAF nous demande de travailler sur une fiche projet.

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Exercice du 01/08/2019 au 31/07/2020

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 2 638,00 € Prestations de services..... 1 000,00 € Achats matières et fournitures..... 1 138,00 € eau, edf, téléphone, charges locales Autres fournitures..... 500,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 5 744,00 € Locations..... 5 220,00 € Entretien et réparation..... 279,00 € Assurance..... 145,00 € Documentation..... 100,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification.. 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 3 088,00 € Rémunérations Intermédiaires et honoraires 1 525,00 € Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 1 500,00 € Services bancaires, autres..... 63,00 €	74 - Subventions d'exploitation 57 432,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 14 500,00 € POLITIQUE-VILLE-06-ALPES-MARITIMES 14 500,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 10 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 10 000,00 € Commune(s)..... 5 000,00 € VALLAURIS (06220) 5 000,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 21 928,00 € CAF-06-ALPES-MARITIMES 21 928,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés).... 6 004,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
63 - Impôts et taxes 0,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 140,00 € 756.Cotisations..... 140,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 €
64 - Charges de personnel 46 291,00 € Rémunération des personnels..... 37 186,00 € Charges sociales..... 8 955,00 € Autres charges de personnel..... 150,00 €	
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante. 0,00 €	
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	

67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	750. Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés .. 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 15 500,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 15 500,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
	Ressources propres affectées au projet 189,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 189,00 €
	87 - Contributions volontaires en nature 15 500,00 € 870 - Bénévolat..... 15 500,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges 73 261,00 €	Total des ressources 73 261,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

Association Intergénération Santé

9, boulevard des Deux Vallons

Tél 0951 39 17 43

Siret 844 761 480 00039 - APE 9459Z

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide" européen à laquelle/auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC LA FONDATION D'AUTEUIL
« Contrat Local d'Accompagnement Scolaire »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale, sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe des actions d'accompagnement à la scolarité (Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire dits CLAS) permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, il est prévu la prise en charge durant l'année scolaire de 50 élèves (élémentaires et collèges) autour de l'aide au devoir, l'accès à la culture et la citoyenneté et le soutien à la parentalité.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION d'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement scolaire et de soutien à la parentalité à destination du public résidant sur le quartier prioritaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION d'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 33 625 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION d'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 6 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association FONDATION D'AUTEUIL par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION-EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION d'AUTEUIL s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de séances/an pour l'élémentaire ;
- Nombre de séances/an pour le collège ;
- Nombre d'enfants pris en charge dans le cadre du CLAS ;
- Nombre de parents ayant participé au moins 1fois/mois aux actions CLAS ou parentalité pour le collège ;
- Nombre de parents ayant participé au moins 1 fois/mois aux actions CLAS ou parentalité pour l'élémentaire ;
- Nombre de filles et de garçons pour le collège ;
- Nombre de filles et de garçons pour l'élémentaire ;
- Régularité du lien parents/enseignants/référent CLAS ;
- Renforcement des compétences parentales ;
- Augmentation de la confiance en soi des enfants et des parents.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement entre le service politique de la ville et FONDATION d'AUTEUIL. L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association FONDATION d'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'association FONDATION d'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association FONDATION d'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- FONDATION d'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par la FONDATION d'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION d'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1er, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION d'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), la FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice- présidente déléguée à la Politique de la Ville

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI

Commission : 6000€

Apprentis d'Anteuil

CLAS 2019

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2018-2019

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
60 - Achats	500 €	70 - Produits des services et ventes diverses	- €
Prestations de service			
Fournitures et matériel non stockés	500		
Autres fournitures			
61 - Services extérieurs	798 €		
Sous-traitance			
Charges locatives			
Locations	598		
Entretien et de réparations			
Assurances	200	74 - Financements et subventions	33 625 €
Documentation		CAF CLAS	11 860
Autres			
62 - Autres services extérieurs	- €	CASA	6 000
Honoraires, rémunérations d'intermédiaires		Etat	12 000
Publicités, publications		Commune	
Déplacements et missions		ASP	3 765
Services bancaires et autres			
Autres prestations		Autres financements publics	
63 - Impôts et taxes & Versements assimilés	- €	Autres subventions privées	
Taxes sur les salaires		75 - Autres produits de gestion courante	- €
Autres impôts et taxes		Cotisation don, legs	
		Quote-part subventions investissements	
64 - Frais de personnel	30 127 €	76 - Produits financiers	
Rémunération du personnel	30 127		
Charges sociales			
Autres charges du personnel		77 - Produits exceptionnels	- €
65 - Autres charges de gestion courante	- €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Quote-part de résultat sur opérations communes			
Autres charges de gestion courante			
67 - Charges exceptionnelles			
68 - Dotations			
Dotations aux amortissements		79 - Transfert de charges	
Dotations aux provisions			
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES INDIRECTES	
Charges fixes de fonctionnement	2 200 €		
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contribution volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestation en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	33 625 €	TOTAL	33 625 €

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_080
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique éducation et accompagnement scolaire - attribution de subventions aux associations pour 2019
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : tpUpaYy

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_080-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_080
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Thématique Éducation et accompagnement scolaire - attribution de subventions aux associations pour 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_080-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_080-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_080-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_080-DE-1-1_4.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_080-DE-1-1_5.PDF

N